

Le réseau de l'aide juridique
au service des gens...



COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Avril 2025

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026

Demande de renseignements		Pages
	Questions non répondues	1
01	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 : a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.	10
02	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 : a. Les raisons du déplacement; b. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c. Les coûts ventilés.	11
03	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie; g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	12

Demande de renseignements	Pages
<p>04</p> <p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>f) le but visé par chaque dépense;</p> <p>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;</p> <p>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</p> <p>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>m) le but visé par chaque dépense;</p> <p>n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.</p> <p>o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p>	13
<p>05</p> <p>La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense ;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;</p> <p>f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense ;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p>	14
<p>06</p> <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :</p> <p>a. Les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c. Le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d. La date d'octroi du contrat;</p> <p>e. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>f. L'échéancier;</p> <p>g. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p>	15
<p>07</p> <p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a. La liste des soumissions et le montant de chacune;</p> <p>b. La grille d'évaluation des soumissions;</p> <p>c. Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</p> <p>d. Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</p> <p>e. Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>	20

Demande de renseignements		Pages
08	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :</p> <p>a. La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</p> <p>b. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);</p> <p>c. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</p> <p>d. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</p> <p>e. Une description de son mandat;</p> <p>f. La date de début de son contrat;</p> <p>g. La date prévue de fin de son contrat;</p> <p>h. Sa rémunération annuelle.</p>	21
09	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2024-2025, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a. Le nom du projet;</p> <p>b. La nature du projet;</p> <p>c. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</p> <p>d. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</p> <p>e. Les plus récentes évaluations du coût du projet;</p> <p>f. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</p> <p>g. L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</p> <p>h. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</p> <p>i. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</p> <p>j. Le nombre d'employés (etc.) affectés à ce projet;</p> <p>k. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. <p>l. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;</p> <p>m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.</p>	22
10	<p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <p>a) les coûts estimés par année :</p> <p>b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;</p> <p>c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;</p> <p>d) la liste des fournisseurs;</p> <p>e) une copie du plan de déploiement.</p>	24
11	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a. La photocopie;</p> <p>b. Le mobilier de bureau;</p> <p>c. L'ameublement;</p> <p>d. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;</p> <p>e. Le distributeur d'eau de source;</p> <p>f. Le remboursement des frais de transport;</p> <p>g. Le remboursement des frais d'hébergement;</p> <p>h. Le remboursement des frais de repas;</p> <p>i. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</p> <p>j. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>a. Au Québec;</p> <p>b. À l'extérieur du Québec.</p>	25

Demande de renseignements	Pages	
12	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.</p>	26
13	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :</p> <p>a. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et plus; b. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et moins; c. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : – le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m. Le nombre d'employés permanents et temporaires; n. Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ; o. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'etc. non comblés, ventilé par région.</p>	27
14	<p>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :</p> <p>a. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines; c. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>	29

Demande de renseignements		Pages
15	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :</p> <p>a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.</p>	30
16	<p>Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :</p> <p>a. La liste des actifs excédentaires inoccupés; b. La valeur estimée de ceux-ci; c. Les coûts d'entretien annuel; d. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.</p>	36
17	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <p>a. Les dates des travaux; b. Les coûts; c. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>	37
18	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :</p> <p>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</p>	38
19	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a. Le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b. La circonscription électorale; c. Le montant attribué; d. Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</p>	39

Demande de renseignements		Pages
20	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2025-2026.</p>	40
22	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b. Par catégorie d'âge; c. Prévisions 2025-2026.</p>	41
23	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</p>	42
24	<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc.) Du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>	43
25	<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>	44
26	<p>Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :</p> <p>a. Le nom du site web; b. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c. Les coûts de construction du site; d. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g. La fréquence moyenne de mise à jour; h. Le responsable du contenu du site; i. Les noms de domaines réservés;</p>	45

Demande de renseignements		Pages
27	<p>Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <p>a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</p>	46
28	<p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :</p> <p>a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.</p>	47
30	<p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.</p>	48
31	<p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.</p>	49
32	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.</p>	50
33	<p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>	51
34	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.</p>	52
35	<p>Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.</p>	53
36	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024 2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p>	54
37	<p>Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.</p>	55

Demande de renseignements		Pages
40	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :</p> <p>a. La dépense totale (opération et capital); b. Les grands dossiers en cours; c. Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d. Préciser le nombre en équivalent etc. et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e. Le nombre de consultants externe attitrés aux dossiers informatiques.</p>	56
41	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).</p>	57
42	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :</p> <p>a. La dépense totale relative au paiement des cotisations; b. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.</p>	58
43	<p>Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :</p> <p>a. La date; b. La nature; c. Les questions posées; d. Les réponses; e. La firme retenue; f. Les coûts.</p>	59
44	<p>Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.</p>	60
45	<p>Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:</p> <p>a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025; b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.</p>	61
46	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.</p>	62
47	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.</p>	63

Demande de renseignements		Pages
49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	64
50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant: 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	65
51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel requis pour fins de télétravail.	66
52	Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 : a. Les sommes dépensées; b. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	67
53	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.	68
54	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer : a) le lieu ; b) le coût ; c) la ou les dates de participation ; d) le nombre de participants ; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ; f) le nom de la formation ou de l'activité.	69
55	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ; d) la liste des concours qui ont pris fin.	70
56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	71

Demande de renseignements		Pages
57	<p>Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer:</p> <p>a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.</p>	72
58	<p>Veuillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :</p> <p>a) Les dates; b) L'endroit précis; c) La liste des personnes présentes; d) L'ordre du jour; e) Les procès-verbaux; f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)</p>	73
59	<p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p> <p>a. Nombre de stagiaires reçus; b. Heures de stages effectués; c. Rémunération totale déboursée.</p>	74
60	<p>Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.</p> <p>a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.</p>	75
61	<p>Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.</p>	76
62	<p>Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.</p>	77
64	<p>Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.</p>	78
65	<p>Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.</p>	79
66	<p>Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.</p>	80
67	<p>Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.</p>	81
69	<p>Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.</p>	82
70	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet de d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>a. Le nombre d'autorisations; b. Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c. Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d. Le montant accordé; e. Les motifs de la demande.</p>	83

Demande de renseignements		Pages
71	<p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2024-2025 :</p> <p>a. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;</p> <p>b. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);</p> <p>c. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;</p> <p>d. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</p>	84
72	<p>Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés.</p>	85
73	<p>La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.</p>	86

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR1	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR2	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 16.
NR3	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 17.
NR4	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 37.
NR5	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 3
NR6	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'Internet, etc.)	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR7	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR8	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR9	G63	N/A	N/A	Contrats - firmes consultation	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 ou ayant cours en 2024-2025 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue; b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) la valeur prévue du contrat; e) les sommes dépensées à ce jour.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR10	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.
NR11	G72 Nouvelle	N/A	N/A	Contrats accordés à des entreprises américaines	Au sujet des contrats accordés à des entreprises américaines : a) Veuillez fournir la liste des contrats accordés à des entreprises américaines en 2024-2025; b) Veuillez fournir toute politique, communication ou consigne au sujet de la réduction des dépenses auprès des entreprises américaines en 2024-2025.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR12	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR13	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référez à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13q.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR14	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13n.
NR15	N/A	G04 Nouvelle	N/A	Nombre de postes non pourvus gel d'embauche	Nombre de postes non pourvus en raison du gel du recrutement décrété le 1er novembre 2024 pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13r.
NR16	N/A	G06	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR17	N/A	G07	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR18	N/A	G08 Nouvelle	N/A	Proportion personnes cadres	Proportion de personnes cadres par rapport aux autres catégories d'emploi au courant des 5 dernières années.	Référer aux réponses des demandes de renseignements généraux numéro 13a et 13b.
NR19	N/A	G15	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR20	N/A	G17	N/A	Contrats - firmes consultation	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils, notamment TACT, McKinsey, KPMG et NATIONAL; fournir lesdits contrats le cas échéant.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux 6.
NR21	N/A	G21	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 15.
NR22	N/A	G30	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 38.
NR23	N/A	G31	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR24	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 5.
NR25	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR26	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR27	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2024-2025 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 14a.
NR28	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2025-2026.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13o.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR29	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2025-2026, par mission.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 13i.
NR30	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2024-2025, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande de renseignements généraux numéro 6.
NR31	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des systèmes d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR32	G44a	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR33	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds Capital ressources naturelles et énergie.	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR34	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR35	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Question particulière à poser à la Société du Plan Nord.
NR36	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR37	G56a	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Plan d'action gouvernemental pour soutenir Rouyn-Noranda 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR38	G56aa	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR39	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR40	G56b	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité : unis pour la démocratie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR41	G56bb	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR42	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR43	G56c	N/A	N/A	Opération main-d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : c) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	Question particulière à poser au de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR44	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère des Relations internationales et de la Francophonie.
NR45	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR46	G56d	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR47	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère des l'Éducation.
NR48	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR49	G56e	N/A	N/A	Stratégie commune mission franco-québécoise découvrabilité contenus culturels francophones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : e) Stratégie commune de la mission franco-québécoise sur la découvrabilité des contenus culturels francophones;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR50	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR51	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR52	G56f	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : f) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR53	G56ff	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR54	G56fff	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et au ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec".
NR55	G56g	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action de la Politique bioalimentaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR56	G56gg	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR57	G56ggg	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026;	Question particulière à poser au ministère du Tourisme.
NR58	G56h	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de la Politique de mobilité durable 2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR59	G56hh	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR60	G56hhh	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR61	G56ii	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une économie verte 2020-2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR62	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Plan d'action gouvernementale de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR63	G56j	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR64	G56jj	N/A	N/A	Plan nature 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan nature 2030;	Question particulière à poser au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
NR65	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR66	G56k	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale occupation et vitalité territoires 2025-2029	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : k) Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2025-2029	Question particulière à poser au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.
NR67	G56kk	N/A	N/A	Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR68	G56kkk	N/A	N/A	Plan pour la langue française	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan pour la langue française;	Question particulière à poser au ministère de la Langue française.
NR69	G56l	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action 2024-2025 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR70	G56ll	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR71	G56m	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Famille.
NR72	G56mm	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR73	G56nn	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Politique culturelle du Québec;	Question particulière à poser au ministère de la Culture et des Communications.
NR74	G56o	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR75	G56oo	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	Question particulière à poser au Bureau de coordination de la lutte contre le racisme.
NR76	G56p	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR77	G56q	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR78	G56qq	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR79	G56r	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR80	G56rr	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR81	G56s	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	Question particulière à poser au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
NR82	G56ss	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	Question particulière à poser au Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuits.
NR83	G56t	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.
NR84	G56tt	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR85	G56u	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR86	G56uu	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR87	G56v	N/A	N/A	Plan d'action gouvernemental 2024-2029 - La fierté de vieillir	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées 2022-2027;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR88	G56vv	N/A	N/A	Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie gouvernementale de cybersécurité et numérique 2024-2028;	Question particulière à poser au ministère de la Cybersécurité et du Numérique.
NR89	G56w	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	Question particulière à poser au ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.
NR90	G56ww	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie maritime 2015-2030;	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR91	G56x	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR92	G56xx	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	Question particulière à poser au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec.
NR93	G56y	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR94	G56yy	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale de production de bois;	Question particulière à poser au ministère des Ressources naturelles et des Forêts.
NR95	G56z	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR96	G56zz	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	Question particulière à poser au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR97	N/A	G11	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR98	N/A	G13	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Question particulière à poser au Conseil du statut de la femme.
NR99	N/A	G14	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Question particulière à poser au ministère de la Sécurité publique.
NR100	N/A	G22	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR101	N/A	G32	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	Question particulière à poser au ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères.
NR102	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Question particulière qui doit être posée au ministère de la Santé et des Services sociaux.
NR103	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Question particulière à poser au ministère du Conseil exécutif.
NR104	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR105	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.	Question particulière à poser au ministère des Transports et de la Mobilité durable.
NR106	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2024-2025 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2025-2026	# demande 2025-2026 Opp. off. (PLQ)	# demande 2025-2026 2e opp. (QS)	# demande 2025-2026 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2025-2026 non répondues	Motif
NR108	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	G69	N/A	N/A	Listes des cartes de crédits	Veillez nous fournir la liste des cartes de crédits dans le ministère et ou l'organisme en indiquant le titulaire de la carte et son titre. Pour chacune des cartes de crédits, veuillez nous fournir les relevés de carte pour l'année courante.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	G05	N/A	Proportion postes télétravail	Proportion de postes ayant accès au télétravail pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère, ventilée par le nombre de journées autorisées.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	G09	N/A	Nombre postes absents manque de places service de garde	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR112	N/A	G23	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR113	N/A	G25	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR114	N/A	G28	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR115	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2024-2025 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR116	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR117	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2024-2025, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Ne pas répondre à cette question qui semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande de renseignements généraux	Questions 2025-2026 non répondues	Motifs
G.21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de mise en disponibilité; e) les prévisions 2025-2026.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2025-2026.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du Ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2024-2025 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2025-2026. Pour chacun de ces programmes existants en 2024-2025, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2025-2026, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.62	Indiquer les dépenses encourues en titre de tout «Programme d'aide aux employés» (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.63	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor
G.68	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	Répondue par le Secrétariat du Conseil du trésor

<p>Question 01</p>	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2024-2025 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés ; g) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour ; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>
---------------------------	--

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Voyage	Coût
	0 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère en vertu du règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information/fr>

Salon Nadine :

Valider avec Danielle si déplacements avec frais à Ottawa pour conférence !

Question **02**

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2024-2025 :

- a. Les raisons du déplacement;
- b. L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c. Les coûts ventilés.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 17).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr>

Question **03**

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
- g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion;
- h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Firme	Mode d'octroi	Objet	Coût
CNW TELBEC	Contrat négocié	Diffusion de communiqués de presse.	250 \$
		Total	<u>250 \$</u>

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site internet du ministère en vertu du règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Question **04**

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question **05**

La liste des dépenses en formation de communication, en incluant et en indiquant celles du cabinet ministériel :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026 ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Organisée par l'organisme

Aucune.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
	0 \$

Organisée par une firme externe

Aucune.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
	0 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphes 22 et 23).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?Lang=fr>

Question **06**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2024-2025, en indiquant :

- a. Les noms du professionnel ou de la firme;
- b. Les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c. Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d. La date d'octroi du contrat;
- e. Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f. L'échéancier;
- g. Dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **06**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Adobe	Licence pour logiciel.	Contrat négocié	3 239 \$
BBM Alliance	Impression de documents.	Contrats négociés	1 050 \$
BEANFIELD METROCONNECT	Télécommunications, Internet.	Contrat négocié	6 750 \$
Bettina Karpel	Traduction de textes juridiques.	Contrats négociés	1 577 \$
BOLDDesk.COM	Licence informatique.	Contrat négocié	5 491 \$
Bonheur en vrac	Diffusion de formations en ligne.	Contrats négociés	1 307 \$
Gestion BSP Inc.	Implantation de système Zoho Creator.	Contrat négocié	6 800 \$
2841-8424 Québec inc./Calibre Plus	Câblage informatique.	Contrat négocié	2 122 \$
Centre Résilia Inc.	Formation.	Contrat négocié	4 485 \$
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice Inc.	Huissiers.	Contrats négociés	2 890 \$
Wen Chen	Interprète.	Contrat négocié	2 000 \$
Lamice CHOLAK-HILAL	Interprète.	Contrat négocié	6 970 \$
Cognat Inc.	Service de sauvegardes informatiques.	Contrat négocié	14 059 \$
Convergint Technologies LTD	Système de contrôle d'accès aux locaux.	Contrat négocié	16 000 \$
Copibec	Licences pour reproduction de documents.	Contrat négocié	1 144 \$
COPICOM SOLUTION INC.	Entretien de photocopieurs.	Contrat négocié	1 110 \$
CP COULEURS INC.	Impression cartes d'affaire et feuillets service Rebâtir.	Contrats négociés	2 228 \$
DGI - Complexe	Entretien général des locaux.	Contrat négocié	6 269 \$
Digital River, Inc.	Service d'entretien logiciel PDF Expert.	Contrat négocié	1 591 \$
Documents XMA inc.	Ensemble de vidéoconférence.	Contrat négocié	16 817 \$
Documents XMA inc.	Ensemble de vidéoconférence.	Contrat négocié	14 533 \$
Gestar Inc.	Soutien annuel logiciel e-Documentik.	Contrat négocié	2 060 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Gestion Lavoie-Lavigne inc.	Formation.	Contrat négocié	1 500 \$
Martha Lucia Gomez	Interprète.	Contrat négocié	2 480 \$
Gowling WLG (Canada) S.E.N.C.R.L., s.r.l.	Consultation relations de travail.	Contrats négociés	15 235 \$
GPHY	Licence informatique.	Contrat négocié	3 300 \$
GRAND & TOY LIMITED	Fourniture de bureau.	Contrat négocié	2 284 \$
Yamina Hacini	Interprète.	Contrat négocié	2 895 \$
Hainault Gravel huissiers de justice inc.	Huissiers.	Contrat négocié	12 646 \$
HumbleFax.com	Licence pour logiciel.	Contrat négocié	1 227 \$
ITI Inc.	Audit de sécurité informatique.	Contrat négocié	2 000 \$
JANSON, THIBAUT, RYAN & ASS. INC. (JTR)	Évaluateur immobilier.	Contrats négociés	2 525 \$
Ramessur Jaswantee	Interprète.	Contrat négocié	1 250 \$
Mariette Lepage M.Ps.	Psychologue.	Contrat négocié	2 600 \$
LexisNexis Canada Inc.	Documentation.	Contrats négociés	24 317 \$
Maison internationale de la Rive-Sud (MIRS)	Interprètes.	Contrats négociés	2 355 \$
Me Andréanne Malacket, LL.D.	Formation.	Contrat négocié	1 500 \$
MicroAge	Équipements informatiques.	Contrats négociés	17 567 \$
Microsoft Corporation	Licences pour logiciels.	Contrats négociés	4 575 \$
Galina Mikhailova	Interprète.	Contrat négocié	4 300 \$
Moai Conseils Inc.	Formation.	Contrat négocié	3 200 \$
Monday.com	Application informatique.	Contrat négocié	3 120 \$
Moneris	Frais de services pour système de paiement Moneris.	Contrat négocié	11 324 \$
Nethris	Frais de services pour système de paie.	Contrat négocié	4 201 \$
Solutions Notarius inc.	Licences pour application.	Contrat négocié	3 925 \$
NOVEXCO INC.	Fournitures de bureau.	Contrats négociés	2 081 \$
Hugues Parent	Formation.	Contrat négocié	1 725 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
PitneyWorks prépayé	Achat de timbres.	Contrats négociés	5 000 \$
Purolator Inc.	Service de messagerie.	Contrats négociés	1 047 \$
Les rebelles - boîte de publicité	Graphisme pour publicités.	Contrat négocié	2 810 \$
Sage Software Canada	Licence d'utilisation de logiciel.	Contrat négocié	6 224 \$
Services graphiques Deux-Montagnes	Impression rapport annuel.	Contrat négocié	2 455 \$
Servirplus	Frais sociaux journée de la rentrée.	Contrat négocié	1 595 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Office 365 CSJ.	Contrat négocié	24 506 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Office 365 Rebâtir.	Contrat négocié	8 187 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Antivirus.	Contrat négocié	4 945 \$
Softchoice LP	Licences pour logiciel Teams.	Contrat négocié	8 991 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	1 125 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Spencomp Solutions Inc.	Équipements informatiques.	Contrat négocié	3 650 \$
Me Pierre St-Arnaud	Services juridiques.	Contrat négocié	4 561 \$

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **06**

Suite

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
Technologia	Formation.	Contrat négocié	1 860 \$
Technopub	Impression de documents.	Contrat négocié	2 387 \$
TELUS	Téléphonie.	Contrats négociés	10 552 \$
TELUS Santé	Programme d'aide aux employés.	Contrat négocié	6 053 \$
Thomson Reuters Canada	Banques de données juridiques.	Contrat négocié	17 860 \$
Pierre Tran	Interprète.	Contrat négocié	1 440 \$
KARLA AGUILAR TREJO	Interprète.	Contrat négocié	4 170 \$
Sarah-Jane Turcot inc.	Spécialiste en relations humaines au travail.	Contrat négocié	6 600 \$
Typeform SL	Application informatique.	Contrat négocié	1 124 \$
Wolters Kluwer Canada Limited	Documentation.	Contrat négocié	6 786 \$
ZOHO Canada Corporation	Licence d'utilisation de logiciel.	Contrat négocié	14 568 \$
Total			439 345 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **07**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a. La liste des soumissions et le montant de chacune;
- b. La grille d'évaluation des soumissions;
- c. Le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d. Le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e. Le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:

<https://www.seao.ca/>.

Question **08**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 :

- a. La liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b. Le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c. Le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d. Le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e. Une description de son mandat;
- f. La date de début de son contrat;
- g. La date prévue de fin de son contrat;
- h. Sa rémunération annuelle.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <http://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2024-2025, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a. Le nom du projet;
- b. La nature du projet;
- c. L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d. Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e. Les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f. Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g. L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h. Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i. Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j. Le nombre d'employés (etc.) affectés à ce projet;
- k. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- L. Indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m. Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2024-2025.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **09**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Nom du projet	Nature du projet	Coût initial prévu	Total à ce jour	Étude logiciel libre	% de réalisation à ce jour	Pénalités
Programme de transformation numérique du réseau d'aide juridique (eMAJ):						
Solution d'affaire infonuagique pour le support à la gestion des ressources humaines	Modernisation et transformation numérique du réseau de l'aide juridique. (Transition services conseils Inc.) (Analyse des besoins d'affaires complétée)	530 298 \$	65 597 \$	N/A	15%	Aucune
Gestion du cycle de vie du dossier client de l'aide juridique	Doter le personnel permanent d'un outil de gestion numérique de pratique professionnelle et de la gestion de l'admissibilité (incluant le déploiement de solutions temporaires).	5 061 366 \$	2 249 981 \$	N/A	40%	Aucune
Migration infonuagique (PCCTI)	Migration du stockage de données vers des solutions infonuagiques	94 500 \$	73 945 \$	N/A	78%	Aucune

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

Question **10**

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

b) Coûts d'hébergement : 21 463 \$

c) Coûts pour dépassement de capacité : Aucun

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante:

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf

Question **11**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :

- a. La photocopie;
- b. Le mobilier de bureau;
- c. L'ameublement;
- d. La décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e. Le distributeur d'eau de source;
- f. Le remboursement des frais de transport;
- g. Le remboursement des frais d'hébergement;
- h. Le remboursement des frais de repas;
- i. Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j. L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - a. Au Québec;
 - b. À l'extérieur du Québec.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	CSJ
Photocopie	0 \$
Mobilier de bureau et ameublement	0 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeurs d'eau de source	0 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas	3 836 \$
Frais de fêtes (aucun frais d'alcool)	0 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec	598 \$
Congrès, colloques et perfectionnement à l'extérieur du Québec	0 \$
Total	4 434 \$

Question **12**

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2024-2025, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires et téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	CSJ
Les coûts d'acquisition des appareils	0 \$
Le coût d'utilisation des appareils	0 \$
Le coût des contrats téléphoniques	398 \$
Le coût des frais d'itinérance	0 \$
Le coût lié aux dépassements des forfaits de données	0 \$
Les coûts de résiliation	0 \$
Total	398 \$

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx>

Question **13**

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2024-2025 ainsi que les prévisions pour 2025-2026 :

- a. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et plus;
- b. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) De 35 ans et moins;
- c. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;
- f. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours, et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m. Le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n. Le nombre de départ volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o. Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p. L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q. Le nombre de postes vacants et le nombre d'etc. non comblés, ventilé par région.

Question **13**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Les employés de la Commission des services juridiques ne sont pas assujettis à la loi sur la fonction publique (r.l.r.q., chapitre f-3.1.1).

<p>Question 14</p>	<p>Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2024-2025 et les prévisions pour l'année 2025-2026 :</p> <p>a. Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;</p> <p>b. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines;</p> <p>c. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.</p>
---------------------------	---

- A. la réponse à cette question sera transmise par le secrétariat du conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- B. Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines

5

- C. Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats

2

CSJ seulement

Question **15**

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2024-2025 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **15**

Suite

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2024	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
283 Boulevard La Salle, Baie-Comeau	69 010 \$	343.50 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
25 Route 138, Forestville	26 270 \$	175.00 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
700 Boulevard Laure, Sept-Îles	71 593 \$	429.29 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
420 Rue Saint-Georges, Drummondville	75 111 \$	334.52 m ²			3 ans	Société québécoise des infrastructures
547 Rue Commerciale, La Tuque	15 139 \$	80.16 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
511 rue Marcel, Louiseville	9 098 \$	54.08 m ²			6 ans	Société québécoise des infrastructures
500 Avenue Broadway, Shawinigan	64 001 \$	363.26 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
1350 Rue Royale, Trois-Rivières	222 312 \$	982.47 m ²			12 ans	Société québécoise des infrastructures
746 Rue Notre-Dame, Victoriaville	56 477 \$	309.92 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
147 Boulevard Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay	42 414 \$	205.60 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
402-406 Rue du Sud, Cowansville	48 143 \$	204.34 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
55 Rue Principale, Granby	41 333 \$	269.28 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
101 Boulevard Roland-Therrien, Longueuil	321 165 \$	1 019.47 m ²	975 \$		5 ans	Société québécoise des infrastructures
1732 Marie-Victorin, Longueuil	182 489 \$	707.85 m ²	975 \$		10 ans	Société québécoise des infrastructures
431 Avenue Sainte-Anne, Saint-Hyacinthe	86 853 \$	381.88 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
232 Rue Longueuil, Saint-Jean-sur-Richelieu	58 084 \$	258.58 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
151 Rue Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield	77 088 \$	349.45 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
375 Boulevard Fiset, Sorel-Tracy	82 351 \$	308.24 m ²	519 780 \$		5 ans	Société québécoise des infrastructures
552-566 1re Avenue, Amos	82 428 \$	365.57 m ²	9 110 \$		5 ans	Société québécoise des infrastructures
361 3e Rue, Chibougamau	19 241 \$	91.66 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **15**

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2024	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
575 Katingajit Road, Kuujuaq	53 623 \$	105.00 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
604 Siuralituuk Street, Kuujuaq	27 223 \$	66.04 m ²			6 ans	Société québécoise des infrastructures
660 Makiuk Street, Kuujuaq	32 492 \$	84.18 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
360 Rue Principale, La Sarre	22 979 \$	133.75 m ²			6 ans	Société québécoise des infrastructures
53 Rue du Terminus, Rouyn-Noranda	59 967 \$	216.75 m ²			2 ans	Société québécoise des infrastructures
849 5e Avenue, Val-d'Or	250 141 \$	310.41 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
3 Rue Sainte-Anne, Ville-Marie	23 592 \$	120.90 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
450 Rue Saint-Louis, Joliette	125 715 \$	586.19 m ²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
505 Avenue Bethany, Lachute	25 423 \$	149.42 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
585 Rue Hébert, Mont-Laurier	46 892 \$	270.78 m ²			18 ans	Société québécoise des infrastructures
10-A Boulevard Brien, Repentigny	57 992 \$	224.45 m ²			17 ans	Société québécoise des infrastructures
118 Rue Principale, Sainte-Agathe-des-Monts	29 491 \$	98.82 m ²			14 ans	Société québécoise des infrastructures
220 Boulevard du Curé-Labelle, Sainte-Thérèse	52 507 \$	222.58 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
300 rue Sicard bureau 210 Sainte-Thérèse	73 610 \$	327.34 m ²			33 ans	Société québécoise des infrastructures
9-11 Chemin de la Grande-Côte, Saint-Eustache	27 412 \$	122.22 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
460 Rue Labelle, Saint-Jérôme	269 416 \$	924.23 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
891 Rue Saint-François-Xavier, Terrebonne	29 573 \$	111.27 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
18 Rue du Manège, Coaticook	15 749 \$	71.00 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
10 Rue Phelps, Stanstead	5 314 \$	28.68 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
1717 Boulevard Saint-Martin, Laval	172 583 \$	809.35 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
5800 Rue Saint-Denis, Montréal	209 534 \$	670.48 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
425 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	645 402 \$	1 157.62 m ²	952 \$		25 ans	Société québécoise des infrastructures

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **15**

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2024	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
5100 Rue Sherbrooke, Montréal	166 634 \$	620.40 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
5879 Boulevard Henri-Bourassa, Montréal-Nord	181 403 \$	601.06 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
201 Boulevard Crémazie, Montréal	217 525 \$	821.90 m ²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
800 Boulevard de Maisonneuve, Montréal	767 691 \$	2 145.60 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
4250 Rue Wellington, Verdun	202 267 \$	618.52 m ²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
600 Rue Fullum, Montréal	143 028 \$	620.47 m ²			Indéterminé	Société québécoise des infrastructures
5858 Chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal	123 961 \$	434.84 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
21 Rue Patrick-Morgan, La Malbaie	45 303 \$	121.89 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
5130 Boulevard Guillaume-Couture, Lévis	75 675 \$	310.32 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
68 Rue du Palais de Justice, Montmagny	40 718 \$	212.11 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
8500 Boulevard Henri-Bourassa, Québec	117 615 \$	509.76 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
400 Boulevard Jean-Lesage, Québec	407 218 \$	1 663 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
1515 Avenue D'Estimauville, Québec	71 067 \$	421.3 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
11535 1re Avenue, Saint-Georges	49 783 \$	242.87 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
700 Avenue Robert-Cliche, Saint-Joseph-de-Beauce	34 202 \$	209.37 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
49 Boulevard Saint-Benoît, Amqui	26 188 \$	131 m ²			15 ans	Société québécoise des infrastructures
455 Chemin Avila-Arseneau, Cap-aux-Meules	48 928 \$	206.94 m ²			18 ans	Société québécoise des infrastructures
505 Avenue du Docteur-G.-Daignault, Chandler	50 197 \$	180 m ²			9 ans	Société québécoise des infrastructures
185 Boulevard De York, Gaspé	37 377 \$	165 m ²			16 ans	Société québécoise des infrastructures
308 Rue de la Gare, Matane	43 072 \$	223 m ²			18 ans	Société québécoise des infrastructures
122 Boulevard Perron, New Richmond	40 966 \$	188 m ²			18 ans	Société québécoise des infrastructures
320 Rue Saint-Germain, Rimouski	155 863 \$	702 m ²			20 ans	Société québécoise des infrastructures

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **15**

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2024	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
33 Rue de la Cour, Rivière-du-Loup	60 908 \$	399 m ²			17 ans	Société québécoise des infrastructures
6 1re Avenue, Sainte-Anne-des-Monts	21 173 \$	119 m ²			14 ans	Société québécoise des infrastructures
38 Rue Saint-Philippe, Témiscouata-sur-le-Lac	22 530 \$	110 m ²			10 ans	Société québécoise des infrastructures
530 Rue Collard, Alma	55 164 \$	255.49 m ²			1 an	Société québécoise des infrastructures
1390 Boulevard Wallberg, Dolbeau-Mistassini	36 644 \$	159.38 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
845 Boulevard Saint-Joseph, Roberval	37 623 \$	171.32 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
3639 Boulevard Harvey, Saguenay	63 556 \$	318.93 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
267 Rue Racine, Saguenay	161 637 \$	537.45 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
301 Rue Albert, Saguenay	29 387 \$	138.47 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
150 Rue Sainte-Catherine, Montréal	807 183 \$	1 641.35 m ²			5 ans	Société québécoise des infrastructures
225 Rue King Ouest, Sherbrooke	231 635 \$	1 130.26 M ²			10 ans	Uni Immobilier
57, Rue Notre-Dame Ouest, Thetford Mines	45 691 \$	311.18 M ²			5 ans	Soc. Immob. William Simard
321, Rue Chassé, Val-des-Sources	22 769 \$	169.89 M ²			5 ans	M.R.C. Val-des-Sources
4340 B, Rue Laval, Lac-Mégantic	34 965 \$	171.87 M ²			5 ans	Placements L.H.V. Inc.
42, Rue Principale Ouest Bureau 200, Magog	35 978 \$	182.22 M ²			7 ans	Opto Gestion Inc.
225 Rue King Ouest, Sherbrooke	99 976 \$	561.19 M ²			10 ans	Uni Immobilier
207, St-Georges, Windsor	2 500 \$	24.50 M ²			1 an	MTESS
245, Rue Montcalm, Disraéli	2 400 \$	18 M ²			1 an	C.L.S.C. Frontenac
510, Boul Maloney, Bureau 201, Gatineau	51 978 \$	223.7 M ²			5 ans	6611923 Canada Inc.
142, Rue Front, Campbell's Bay	16 800 \$	107.30 M ²	6 600 \$		5 ans	Robert C. Larivière et Christine Burke
116, Rue King, Bureau C, Maniwaki	18 010 \$	121.42 M ²			5 ans	75835910 Canada Inc.
135, Rue Joseph, Gatineau	49 920 \$	237.0 M ²			5 ans	Marquis Lafleur Inc. et Éric Robillard

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Renseignements généraux

Étude des crédits 2025-2026

Question **15**

Suite

L'emplacement de la location	Coût total	Superficie (m ²)	Coûts d'aménagement depuis le 1er avril 2024	Coût de résiliation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
136, Rue Wright, Gatineau	162 000 \$	557.42 M ²			10 ans	Kikariska Inc
134, Rue Wright, Gatineau	67 230 \$	231.33 M ²			10 ans	Kikariska Inc
365, Boul. Gréber, Bur 202, Gatineau	74 360 \$	368.10 M ²			5 ans	Les Immeubles Tassé
204, Chemin Aylmer, Gatineau	35 290 \$	102.5 M ²			5 ans	4201221 Canada Inc.
768, Boul. St-Joseph, Bureau 210, Gatineau	103 732 \$	419.0 M ²			5 ans	146 786 Canada Inc.
2533, Rue Centre 101 Montréal Québec	57 562 \$	250 M ²			5 ans	9208-1991 Québec Inc.

Pour les sous-questions a) l'emplacement de la location, b) la superficie totale pour chaque local loué, c) le coût total de ladite location et f) propriétaire de l'espace loué, l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). (CSJ seulement)

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **16**

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2024-2025, fournir :

- a. La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b. La valeur estimée de ceux-ci;
- c. Les coûts d'entretien annuel;
- d. Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Aucun.

Question **17**

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2024-2025, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a. Les dates des travaux;
- b. Les coûts;
- c. Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.

Question **18**

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2024-2025, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2024-2025;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Non applicable.

Question **19**

Liste des sommes d'argent versées en 2024-2025, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a. Le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b. La circonscription électorale;
- c. Le montant attribué;
- d. Le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère ou de l'organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 26).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr&categorieid=1>

Question **20**

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2025-2026.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Question **22**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2024-2025, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a. Par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b. Par catégorie d'âge;
- c. Prévisions 2025-2026.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **23**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Non applicable, car la question cible spécifiquement la liste du personnel rémunéré par le Ministère.

Question **24**

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc.) Du ministère et des organismes publics en 2024-2025, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Fournisseur	Coût	Description
Lexis-Nexis	11 286 \$	Banques de données juridiques
Soquij	852 440 \$	Banques de données juridiques
Thomson Reuters Canada	39 598 \$	Banques de données juridiques
Wolters Kluwer Québec Ltée	2 545 \$	Banques de données juridiques
Emond Montgomery Publishing	135 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Feedly via paddle.com	161 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Fonds des biens et des services	295 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
LE CODE DUCHARME	506 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Les Éditions Thémis Inc.	131 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Lexis-Nexis	13 034 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Thomson Reuters Canada	32 433 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Wilson & Lafleur Inc.	1 578 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Wolters Kluwer Québec Ltée	6 786 \$	Périodiques, mises à jour, doctrines et jugements
Total	960 928 \$	

Question **25**

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question 26

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a. Le nom du site web;
- b. Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c. Les coûts de construction du site;
- d. Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e. Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f. La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g. La fréquence moyenne de mise à jour;
- h. Le responsable du contenu du site;
- i. Les noms de domaines réservés;

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Adresse du site Internet : www.csj.qc.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le site a été créé en 2000 par des ressources internes et par M. Jean-François Bourret, consultant. Il a été complètement restauré en 2017 par des ressources internes.
Les coûts de construction du site :	33 775 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	20 737 \$ en 2024-2025 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2024-2025.

Adresse du site Internet : www.sarpaquebec.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le service Informatique interne de la Commission
Les coûts de construction du site :	120 652 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	19 898 \$ en 2024-2025 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2024-2025.

Adresse du site Internet : www.rebatir.ca	
Sujets	Détails
Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site :	Le site a été créé un 2022 par Locomotive
Les coûts de construction du site :	25 000 \$
Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :	9 365 \$ en 2024-2025 / entretien et mise à jour par des ressources internes.
Les coûts de modernisation ou de refonte :	Aucun en 2024-2025.

Question **27**

Pour 2024-2025, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes et organismes rencontrés;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune

Question **28**

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2024-2025 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Non applicable.

Question **30**

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2024-2025 et les prévisions pour 2025-2026.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **31**

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2025-2026.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

Question **32**

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du conseil du trésor pour 2024-2025 et prévisions pour 2025-2026.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **33**

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2024-2025, ainsi que les prévisions pour 2025-2026 et 2026-2027, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates de versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune.

Question **34**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Primes au rendement et bonis	CSJ
Total	Aucune

Question **35**

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total des primes au rendement, des ajustements salariaux non-récurrents et des bonis versés au personnel de cabinet.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Non applicable.

Question **36**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2024-2025, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Primes de départ et bris de contrat	CSJ
Total	11 461 \$

CSJ seulement

Question **37**

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2024-2025 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **40**

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a. La dépense totale (opération et capital);
- b. Les grands dossiers en cours;
- c. Le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;
- d. Préciser le nombre en équivalent etc. et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e. Le nombre de consultants externe attirés aux dossiers informatiques.

B : Les informations sont disponibles au tableau de bord
site internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

D : La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

E. : la réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. Pour la commission des services juridiques, la dépense totale en ressources informationnelles pour 2024-2025 (opération et capitale) s'élève à **2 828 743 \$**.

- Cette donnée correspond aux coûts estimés au 31 janvier 2025.

Question **41**

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2024-2025 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Question **42**

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a. La dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b. La liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c. Le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Nom de l'association	Nombre de personnes	Nom de la directive	Coût total
Barreau du Québec	557	Conventions collectives des avocats en vigueur; Article 13, 44 et 46 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques (RLRQ, c.A-14).	818 448 \$
Ordre des CPA du Québec	13	Directive 6-79	14 153 \$
Ordre des CRHA du Québec	2	Directive 6-79	1 407 \$
Total	572		834 008\$

Question **43**

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a. La date;
- b. La nature;
- c. Les questions posées;
- d. Les réponses;
- e. La firme retenue;
- f. Les coûts.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Firme	Coût
	0 \$

Question **44**

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Question **45**

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2024-2025;
- b) le nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2024-2025 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) le nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>

Question **46**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2024-2027.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Question **47**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action de développement durable 2023-2028.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Dépense 2024-2025 : 442 \$

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère.
<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/Commission/plan-d-action-de-developpement-durable/fr>

Question **49**

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2024-2025 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'au Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

Question **50**

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2024-2025, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2025;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant: 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Question **51**

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2024-2025 au sujet de l'acquisition de matériel requis pour fins de télétravail.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Remboursements aux employés : 680 \$

CSJ seulement

Question **52**

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2024-2025 :

- a. Les sommes dépensées;
- b. Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. Aucune
- B. Aucune

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **53**

Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministre), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune

Question **54**

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2024-2025. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23)

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx?lang=fr&categorieid=1&souscategorie=3>

Question **55**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025:

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun

Question **56**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2024-2025:

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2024-2025 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- a) Nombre d'employé affectés aux communications : Aucun
- b) Montant dépensé par la direction : 4 463 \$
- d) Référer à la réponse de la demande générale 06

Question **57**

Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer:

- a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information;
- b) le type d'incidents;
- c) les sommes dépensées en gestion des incidents.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

Question **58**

Veillez nous fournir la liste des rencontres de planification stratégique de type « lac-à-l'épaule » tenues par le ministère ou l'organisme en indiquant :

- a) Les dates;
- b) L'endroit précis;
- c) La liste des personnes présentes;
- d) L'ordre du jour;
- e) Les procès-verbaux;
- f) Les coûts détaillés (frais de location, d'hébergement, repas, déplacement, location d'équipement, conférencier, etc.)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

f) Aucun

Question **59**

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a. Nombre de stagiaires reçus;
- b. Heures de stages effectués;
- c. Rémunération totale déboursée.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Stagiaires	Rémunération
34	900 131 \$

Estimation au 31 janvier 2025

Question **60**

Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones.

a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune dépense en 2024-2025.

Question **61**

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **62**

Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

Question **64**

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucune

Question **65**

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.gouv.qc.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/contrats/fr>

Question **66**

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2024-2025 des ministères et organismes.

Question **67**

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:**

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Aucun.

Question **69**

Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: <https://soquij.qc.ca/a/fr>.

Question **70**

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2024-2025 et qui ont fait l'objet de d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a. Le nombre d'autorisations;
- b. Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c. Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d. Le montant accordé;
- e. Les motifs de la demande.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec:

<https://www.seao.ca/>

Question **71**

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organismes en 2024-2025 :

- a. Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b. Le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- c. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d. Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2024-2025 des ministère et organismes.

Question **72**

Pour 2024-2025, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Question **73**

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

Aucun.